



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

CAJ/III/ 4 Rev.

ORIGINAL: anglais

DATE: 27 mars 1979

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Troisième session

Genève, 24 et 25 avril 1979

TAXES EN RELATION AVEC LA COOPERATION EN MATIERE D'EXAMEN

Document préparé par le Bureau de l'Union

1. A sa deuxième session, le Comité administratif et juridique est convenu que la question des taxes à payer en relation avec l'examen des variétés en vertu d'un accord de coopération devait être examinée à nouveau dans sa totalité (voir le document CAJ/II/8, paragraphes 16 à 18).

2. Les annexes du présent document contiennent les renseignements suivants destinés à constituer la base du débat sur la question susmentionnée :

i) un résumé des systèmes appliqués pour les taxes par les Etats membres engagés dans la coopération en matière d'examen (annexe I);

ii) un tableau résumant les taxes à payer par période normale d'examen (annexe II);

iii) la Résolution relative aux questions de taxes adoptée par le Conseil à sa septième session ordinaire, en octobre 1973 (annexe III);

iv) les renseignements fournis par écrit par les Etats membres à la suite de la demande formulée par le Comité administratif et juridique à sa deuxième session; ces renseignements sont reproduits dans la forme et dans les langues dans lesquelles ils ont été reçus (annexes IV à XII).

3. La conversion des montants des taxes en francs suisses est fondée sur le taux de change du 10 février 1979 à Genève; ils sont les suivants :

B	=	Belgique	:	BF	100	=	FS	5,74
CH	=	Suisse	:					
D	=	République fédérale d'Allemagne	:	DM	100	=	FS	90,50
DK	=	Danemark	:	Dkr.	100	=	FS	32,80
F	=	France	:	FF	100	=	FS	39,40
I	=	Italie	:	Lit.	10.000	=	FS	20,10
NL	=	Pays-Bas	:	fl.	100	=	FS	83,90
S	=	Suède	:	Skr.	100	=	FS	38,50
UK	=	Royaume-Uni	:	£	1	=	FS	3,36
ZA	=	Afrique du Sud	:	R	1	=	FS	1,80

[Les annexes suivent]

RESUME DES SYSTEMES APPLIQUES PAR LES ETATS MEMBRES
POUR LES TAXES EN RELATION AVEC LA COOPERATION
EN MATIERE D'EXAMEN

I. TAXES PAYEES PAR LES SERVICES COMPETENTS

Lorsque le service compétent d'un Etat membre ("Autorité A") transmet un rapport sur l'examen des caractères distinctifs, de l'homogénéité et de la stabilité d'une variété au service compétent d'un autre Etat membre ("Autorité B") - que ce rapport ait été établi à la demande de l'Autorité B ou qu'il ait été destiné à l'origine à l'Autorité A ou à un autre service -, l'Autorité B doit payer la même taxe d'examen que celle payée par un demandeur de titre de protection dans l'Etat de l'Autorité A. Ceci est conforme à l'article 9 de l'Accord type de l'UPOV pour la coopération internationale en matière d'examen des variétés, dont la teneur est la suivante :

"L'Autorité B doit payer à l'Autorité A le montant de la taxe exigible dans l'Etat de l'Autorité A pour l'examen des caractères distinctifs, de l'homogénéité et de la stabilité d'une variété. Le paiement est exigible après la réception des rapports d'examen et doit être effectué par l'Autorité B dans un délai de [durée à définir d'entente entre les deux autorités] suivant la réception du décompte adressé par l'Autorité A."

Dans la plupart des accords bilatéraux déjà conclus, la disposition correspondante a la teneur suivante :

"La partie qui a demandé l'examen s'engage à payer à la partie qui a accepté de le faire une somme égale à la taxe exigible par cette dernière. Le tarif appliqué sera celui en vigueur à la date à laquelle le paiement sera exigible. Le paiement aura lieu dans les trois mois de la réception du rapport d'examen par la partie qui l'aura demandé, auquel sera joint le décompte des frais."

II. TAXES PAYEES PAR LE DEMANDEUR

1. Examen entrepris à la demande du service recevant le rapport d'examen

Belgique, Danemark et France

Le demandeur doit rembourser les frais occasionnés au service, c'est-à-dire la taxe d'examen de l'Etat d'examen. En France, une taxe administrative supplémentaire de 120 FF (soit 47,28 FS) est perçue.

Allemagne (République fédérale d'), Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse

Le demandeur doit payer la taxe d'examen nationale correspondante.

2. Reprise de résultats d'examen déjà disponibles

Belgique, France et Suisse

Le demandeur doit payer la taxe d'examen de l'Etat d'examen à titre d'avance sur les taxes annuelles. En France et en Suisse, une taxe administrative supplémentaire de 120 FF (soit 47,28 FS) et de 50 FS est perçue.

Danemark

Le demandeur doit payer la taxe d'examen de l'Etat d'examen.

Allemagne (République fédérale d') et Suède

Le demandeur doit payer une taxe administrative¹ (République fédérale d'Allemagne) ou une taxe de demande plus élevée² (Suède).

Pays-Bas et Royaume-Uni

Aucune taxe correspondant à la taxe d'examen n'est perçue.

[L'annexe II suit]

¹ 100 DM (soit 90,50 FS) lorsque des résultats d'examen antérieurs du Bundessortentamt (Bureau fédéral des variétés) sont repris; 400 DM (soit 362 FS) lorsque des résultats d'examen d'autres services sont repris et lorsque les frais doivent être remboursés à ces autres services; 200 DM (soit 181 FS) lorsque des résultats d'examen d'autres services sont repris et lorsque les frais ne doivent pas être remboursés à ces autres services. Dans le cas des espèces auxquelles s'applique la loi sur les semences et plants forestiers et dans le cas du saule, les taxes ci-dessus sont divisées par dix.

² 1500 Skr. (soit 577,50 FS) au lieu de 850 Skr. (soit 327,25 FS).

Résumé des taxes à payer par période normale d'examen (sauf indication contraire, deux années ou cycles de végétation) des caractères distinctifs, de l'homogénéité et de la stabilité des obtentions végétales (en francs suisses)

ESPECES	ETAT	B	CH	D	DK	F	I	NL	S	UK	ZA
<u>Plantes de grande culture</u>		1205.40 918.40	840 740 420	1267	984	1158.36	402	503.40	1347.50 885.50	1344 873.60	360 270 180 90
<u>Plantes potagères</u>		918.40 688.80	-	724	492 295.20	1158.36	-	503.40	1347.50 885.50	672	180
<u>Plantes fruitières</u>		688.80	550	724	984	1158.36	402	503.40	-	672*	450 360 270 180
<u>Arbres forestiers</u>		688.80	-	72.40	-	1158.36	402	503.40	-	201.60*	-
<u>Plantes</u> (deux années)		918.40	-	955.50 724	1312 984	472.80	402	503.40	-	672 to 201.60*	270
<u>ornementales</u> (une année)		459.20		497.75 362	656 492	236.40 59.10	201	293.65	-	336 to 100.80*	270

* Une taxe particulière de £20 ou £25 (67,20 FS ou 84 FS) est perçue dans le cas de certaines espèces pour chaque année dans laquelle la variété est plantée ou dans laquelle des arbres n'a fructifié.

RESOLUTION RELATIVE AUX QUESTIONS DE TAXES

Le Conseil,

Rappelant, ainsi qu'il est souligné au premier alinéa du Préambule de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, l'importance que revêt l'octroi de droits aux obtenteurs non seulement pour les obtenteurs mais aussi pour le développement de l'agriculture,

Reconnaissant que, par conséquent, la création de variétés végétales nouvelles et l'octroi de droits aux obtenteurs sert aussi l'intérêt public,

Considérant que les services officiels chargés, aux termes de l'article 30 de la Convention, de la protection des obtentions végétales, doivent, dans un souci d'économie, s'efforcer de réduire le plus possible leurs dépenses de fonctionnement en ayant recours à toutes les modalités possibles de rationalisation,

Recommande aux Etats membres :

1) d'appliquer les principes uniformes suivants en utilisant les résultats d'un examen technique effectué en application de l'article 7 de la Convention :

a) Le service qui aura effectué un examen technique communiquera à tous les services qui souhaiteraient utiliser les résultats de cet examen le rapport complet d'examen.

b) Le service bénéficiaire de ces résultats s'abstiendra de réclamer à l'obtenteur toute taxe d'examen technique, sauf si l'obtenteur n'a pas encore payé cette taxe dans un autre Etat membre pour l'examen portant sur la variété en cause. Toutefois, le service utilisant les résultats peut exiger des taxes administratives et des annuités normales perçues en vertu de sa législation nationale.

c) Le service bénéficiaire de ces résultats devra payer sur demande au service ayant effectué l'examen technique le montant de la taxe exigible dans l'Etat membre où l'examen a été effectué.

Recommande en outre aux Etats membres :

2) de s'efforcer d'harmoniser le montant des taxes perçues pour la protection des droits de l'obtenteur.

[l'annexe IV suit]

ANNEX IV/ANNEXE IV/ANLAGE IV

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Form. D.T. 19



19-01-1979

ADMINISTRATION
de
L'AGRICULTURE et de L'HORTICULTURE

*Service : Agriculture et gestion
des exploitations*

Service de la protection des
obtentions végétales

Monsieur Heribert Mast
Secrétaire général-adjoint U.P.O.V.
34, Chemin des Colombettes
1211 GENEVE 20
SUISSE

VOTRE LETTRE DU

VOS REFERENCES

NOS REFERENCES

ANNEXES

RR/106.92.52/14

Monsieur le Secrétaire général-adjoint,

Concerne : Redevances payables dans le cadre de la coopération internationale
en matière d'examen.

J'ai l'honneur de vous communiquer les renseignements demandés
par votre circulaire N° U 464 du 5 janvier 1979.
-08.4

- I. Schema complet des redevances à percevoir dans le cadre de la protection des obtentions végétales et des catalogues nationaux des variétés (annexe 1).
- II. Description détaillée des redevances à payer dans le cadre de la coopération en matière d'examen.

A. Examen effectué par un autre Etat

1. Protection

- Lorsque le Service de la protection des obtentions végétales fait appel pour l'examen d'une variété à un service ou un expert étrangers, le demandeur doit payer pour cet examen le montant facturé par ce service ou cet expert.

- Lorsque le Service de la protection des obtentions végétales demande au service d'un Etat de l'Union les résultats d'un examen d'une variété effectué dans cet Etat, et pour lesquels le demandeur du certificat d'obtention végétale a payé les droits exigibles, ce dernier, doit payer, outre la redevance pour le dépôt de la demande, le montant de la facture introduite par le service étranger pour la communication des résultats de cet examen. Le montant de la facture payé au service de l'Etat de l'Union sera à valoir sur les redevances annuelles.

2. Catalogue national des variétés

Lorsque pour l'examen d'une variété, il est fait appel à un service ou à un expert étrangers, le montant facturé par ce service ou cet expert reste dû.

B. Examen effectué par la Belgique pour un autre Etat

néant.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général-adjoint,
l'assurance de ma considération très distinguée.

Au Nom du Ministre :
Pour le Directeur-général ;
L'Ingénieur en chef-directeur,



Ir. J. RIGOT.

<u>Redevances à percevoir</u>	<u>Classes des espèces</u>		
	<u>A</u> (F)	<u>B</u> (F)	<u>C</u> (F)
A. <u>Protection</u>			
I. Dépôts et instruction de la demande :			
a) Pour le dépôt et l'inscription de la demande.....	6 000	6 000	6 000
b) Pour la revendication du droit de priorité.....	2 000	2 000	2 000
c) Lorsqu'une dénomination variétale n'est pas proposée en même temps que le dépôt de la demande.....	2 000	2 000	2 000
d) Lorsqu'une nouvelle dénomination est proposée.....	2 000	2 000	2 000
e) Pour l'examen de la variété en Belgique : période Pour la première d'examen (cycle de végétation).....	12 500	9 500	7 000
Pour la deuxième période et chaque période suivante d'examen (cycle de végétation).....	8 500	6 500	5 000
II. Maintien de la validité du droit d'obtention :			
a) Redevances annuelles :			
- première année.....	3 000	3 000	3 000
- deuxième année.....	6 000	5 000	4 000
- troisième année.....	9 000	7 000	5 000
- quatrième année.....	12 000	9 000	6 000
- cinquième à vingt-cinquième année.....	15 000	11 000	7 000
b) Redevance supplémentaire dans le cas d'une redevance annuelle non payée à la date de l'échéance....	20% de la redevance annuelle concernée classe A	20% de la redevance annuelle concernée classe B	20% de la redevance annuelle concernée classe C
III. Délivrance et inscription dans le registre des variétés de :			
a) Licence.....	2 500	2 500	2 500
b) Licence obligatoire.....	2 500	2 500	2 500
IV. Inscription dans le registre des variétés :			
a) Renonciation au droit d'obtenteur	2 500	2 500	2 500
b) Cession du droit d'obtenteur.....	2 500	2 500	2 500

V. Délivrance de :

a) Copie des inscriptions dans le registre des variétés.....	1 500	1 500	1 500
b) Copie de la demande de certificat d'obtention végétale.....	1 500	1 500	1 500
c) Attestation qu'il n'existe pas d'inscription.....	1 500	1 500	1 500

VI. Toute autre inscription ou radiation dans le registre des demandes ou le registre des variétés, par annotation.....

2 500	2 500	2 500
-------	-------	-------

B. Catalogue national des variétés.

A. Pour le dépôt de la demande.....	3 500	3 500	3 500
B. Examen de l'homo-généité, de la distinction et de la stabilité - Première période d'examen	12 500	9 500	7 000
Deuxième période et chaque période suivante d'examen.....	8 500	6 500	5 000
C. Examen de la valeur culturale Par période d'examen.....	10 000	7 500	5 000

Pour déterminer les redevances les espèces végétales sont réparties en trois classes :

Classe A blé, orge, avoine, pomme de terre, betterave sucrière ;

Classe B seigle, épeautre, maïs, graminées, plantes fourragères, plantes oléagineuses et plantes à fibres, rosier, oeillet, chrysanthème, tulipe, freesia, azalée, rhododendron, bégonia, laitue, tomate, chicorée-witloof, pois, haricot, carotte, scorsonère, chou-fleur, oignon, poireau, céleri ;

Classe C les plantes agricoles exceptées celles mentionnées à la classe A et B ; les plantes horticoles et les plantes ornementales exceptées celles mentionnées à la classe B, arbres et arbustes fruitiers, fraisier, arbres ornementaux et forestiers, arbustes ornementaux.

[Annex V follows;
l'annexe V suit;
Anlage V folgt]

ANNEX V/ANNEXE V/ANLAGE V



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE
DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Abteilung für Landwirtschaft
Division de l'agriculture
D'vislone dell'agricoltura

3003 Bern

Ø 031 61 21 11

Herrn
Dr. Heribert M a s t
Sekretariat der UPOV
34, chemin des Colombettes
1211 G e n è v e 20

Ihr Zeichen
V. référence
V. riferimento

Ihre Nachricht vom
V. communication du
V. comunicazione del

Unser Zeichen 143.2
N. référence WG/je
N. riferimento

Rückfrage
Rappel Ø
Richiamo

CH-3003 Bern, Mattenhofstrasse 5
15. Januar 1979

Darstellung der Sortenschutzgebühren,
insbesondere im Zusammenhang mit der
Uebernahme von Prüfungsergebnissen

Sehr geehrter Herr Doktor Mast,

mit Ihrem Zirkular Nr. U 464 vom 5. Januar 1979 erinnern Sie uns daran, dass der Verwaltungs- und Rechtsausschuss in seiner zweiten Sitzung beschlossen hat, den Problembereich der Prüfungsgebühren erneut zu besprechen. Als Besprechungspapier sollte eine vom Sekretariat angefertigte Synthese aller hiezu eingereichten Gebührenordnungen und -darstellungen der Verbandsstaaten vorgelegt werden.

Wir möchten mit diesem Schreiben Ihrer Aufforderung nachkommen und unsere Gebührenordnung wie folgt darstellen:

- i) Rechtsgrundlage für die Gebührenerhebung ist Art. 36 des Bundesgesetzes vom 20. März 1975 über den Schutz von Pflanzenzüchtungen (SoSchuG). Absatz 3 dieses Artikels ermächtigt den Bundesrat, Vorschriften über Höhe, Fälligkeit und Zahlungsfristen der Anmeldungs-, Sortenprüfungs- und Jahresgebühren aufzustellen sowie weitere Verordnungen der mit dem Sortenschutz beauftragten Stellen gebührenpflichtig zu erklären. Gestützt auf diese Ermächtigung hat der Bundesrat in der Sortenschutzverordnung vom 11. Mai 1977 (SoSchuV), Artikel 41-46, Gebühren und Zahlungsfristen festgelegt. In einem Anhang zur SoSchuV (Seite 22) werden die schützbaeren Arten, die für die Sortenprüfung zuständigen Forschungsanstalten, die Schutzdauer und die Prüfungsgebühren festgehalten. Zur Höhe der heute geltenden Prüfungsgebühren möchten wir bemerken, dass damit die damals geltenden Gebühren jener Verbandsstaaten gedeckt waren, die sich bereit

erklärt hatten, die Prüfung unserer neuen Sorten zu übernehmen. Sobald sich die Bewegung im Bereich der Prüfungsgebühren gelegt hat, werden wir unsere Gebührenansätze korrigieren.

- ii) Was nun die Frage betrifft, ob übernommene Prüfungsgebühren dem Schutzbewerber belastet werden sollen oder nicht, gilt bei uns die Regel, die Artikel 42 Abs. 4 SoSchuV festhält. Danach trägt der Schutzbewerber die Kosten nur soweit, als diese mit den auf die Schutzerteilung folgenden Jahresgebühren nicht verrechnet werden können. Wir sind dabei von der Ueberlegung ausgegangen, dass grundsätzlich weder der Sortenschutzbewerber noch die Sortenschutzbehörde namhaft belastet werden sollten. Es schien uns deshalb angemessen, die Prüfungsgebühren über die später fällig werdenden Jahresgebühren wieder zurückzuerstatten. Den Fall, dass der Bewerber sehr früh den erhaltenen Schutz fallenlassen könnte, haben wir nach privatrechtlichen Regeln gelöst; denn der Sortenschutz ist primär eine privatrechtliche Dienstleistung und soll im Konfliktfall eher denjenigen belasten, der zur Hauptsache davon profitiert. Wir sind zudem in der Gestaltung der Gebühren an den Grundsatz von Art. 36 Abs. 2 SoSchuG gebunden, der uns vorschreibt, die Gebühren so anzusetzen, dass sie die Aufwendungen decken.

Eine effektive und nicht rückzahlbare Belastung des Bewerbers ergibt sich aus Art. 44 Abs. 1 Buchstabe e. Danach schuldet uns der Bewerber bei Uebernahme von Prüfungsergebnissen ausländischer Stellen pro Prüfungsergebnis 50 Franken für unsere Umtriebe.

Gerne nehmen wir an, mit diesen Angaben Ihrer Aufforderung vorläufig entsprochen zu haben und verbleiben

mit freundlichen Grüßen
Büro für Sortenschutz



Beilagen:

SoSchuV deutsch und französisch

Kopien zur Kenntnis:

Prüfungsstellen RAC, FAP, FAW

[Annex VI follows;
l'annexe VI suit;
Anlage VI folgt]

ANNEX VI/ANNEXE VI/ANLAGE VI

BUNDESSORTENAMT

Bundesrepublik Deutschland

Bundessortenamt Berneroder Rathausplatz 1 3000 Hannover 72

Herrn
Dr. H. Mast
Internationaler Verband zum
Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV)
34, Chemin des Colombettes

CH - 1211 Genf 20

Ihre Zeichen, Ihre Nachricht vom
Your reference, your letter of
Votre référence, votre lettre du

--

Unser Zeichen, unsere Nachricht vom
Our reference, our letter of
Notre référence, notre lettre du

Z 4/79

05 11 / 52 50 21 - 23

Datum
Date

29.01.1979

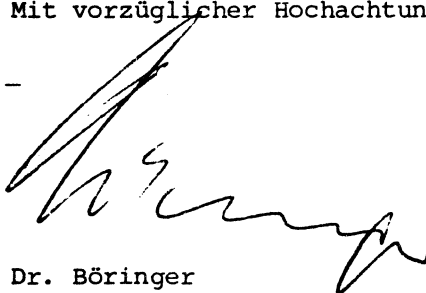
Betreff/Subject/Objet Internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Sortenprüfung
hier: Gebühren- und Kostenregelung
beim Austausch von Prüfungsergebnissen
Bezug UPOV-Dokument CAJ/II/8 vom 20. November 1978
Ihr Schreiben U 464 -08.4 vom 05. Januar 1979
Anlagen 2

Sehr geehrter Herr Dr. Mast !

Als Anlagen erhalten Sie je 1 Aufstellung der derzeitigen Gebührensätze im Verfahren zur Erteilung des Sortenschutzes vor dem Bundessortenamt (Anlage 1) und der Gebühren- und Kostenregelung bei Abgabe und Übernahme von Prüfungsergebnissen (Anlage 2). Soweit es angezeigt war, wurden in Anlage 1 auch die Gebührensätze im Verfahren zur Eintragung einer Sorte in die Sortenliste berücksichtigt.

Ich darf darauf hinweisen, daß die gebührenrechtlichen Bestimmungen nach unserem Kostengesetz und der hierzu ergangenen Gebührenverordnung im Amtsblatt des Bundessortenamts (" Blatt für Sortenwesen ") Heft 12/1976 abgedruckt sind.

Mit vorzüglicher Hochachtung


Dr. Böringer

BUNDESSORTENAMT

Anlage 1 zum Schreiben
 Z 4 vom 29. Januar 1979

Gebührensätze

im Verfahren zur Erteilung des Sortenschutzes
 aufgrund des Kostengesetzes (BSA-KostG) vom 01. Oktober 1976
 und der Gebührenverordnung (BSA-GebV) vom 25. Oktober 1976

Gebührentatbestand	Gebühr DM
Anmeldung einer Sorte einschließlich Entscheidung über die Erteilung des Sortenschutzes oder die Zurückweisung der Anmeldung	
1.) bei Arten, die unter das Gesetz über forstliches Saat- und Pflanzgut fallen (z.Z. Europäische Lärche, Japanische Lärche, Fichte, Sitkafichte, Pappel, Douglasie), und bei Weide	50
2.) bei anderen Arten	500
Prüfung einer Sorte auf Neuheit, Homogenität und Beständigkeit	
a) durch eigene, mit Anbau verbundene Prüfung oder bei Durchführung des Anbaus und der weiter erforderlichen Untersuchungen durch eine andere Stelle je Prüfungsjahr oder Vegetationsablauf	
1.) bei Arten, die unter das Gesetz über forstliches Saat- und Pflanzgut fallen, und bei Weide	40
2.) bei Getreidearten, die unter das Saatgutverkehrsgesetz fallen, außer Durumweizen (Hartweizen) und Spelz (somit: Nackthafer, Hafer, Zweizeilige Gerste, Mehrzeilige Gerste, Roggen, Weichweizen, Mais außer Perlmais, Zuckermais sowie außer Mais für Zierzwecke); bei Runkelrübe, Zuckerrübe; Kartoffel	700
3.) bei Chrysantheme, Nelke, Freesie, Rose	550
4.) bei anderen Arten	400
Bei Sorten, deren Pflanzen durch Kreuzung bestimmter Erbkomponenten erzeugt werden und bei denen das Bundesortenamt verlangt, daß Vermehrungsgut der Erbkomponenten eingesandt wird, verdoppelt sich die Gebühr, wenn nicht alle Erbkomponenten zur Erteilung des Sortenschutzes oder zur Eintragung in die Sortenliste angemeldet sind oder amtliche Prüfungsgebühren für sie nicht vorliegen.	

CAJ/III/4
Annex VI/Annexe VI/Anlage VI
page 3/Seite 3

Gebührentatbestand	Gebühr DM
b) bei Übernahme vollständiger früherer eigener Prüfungsergebnisse einmalig	
1.) bei Arten, die unter das Gesetz über forstliches Saat- und Pflanzgut fallen, und bei Weide	10
2.) bei anderen Arten	100
c) bei Übernahme vollständiger Anbauprüfungs- und Untersuchungsergebnisse einer anderen Stelle, wenn dieser Stelle einmalig Kosten zu erstatten sind, einmalig	
1.) bei Arten, die unter das Gesetz über forstliches Saat- und Pflanzgut fallen, und bei Weide	40
2.) bei anderen Arten	400
(sind der anderen Stelle keine Kosten zu erstatten, halbieren sich die Sätze)	
Wird eine zur Erteilung des Sortenschutzes angemeldete Sorte außerdem zur Eintragung in die Sortenliste angemeldet, so sind hierfür außerdem folgende Anmeldebühren zu zahlen:	
1.) bei Gemüse	150
2.) bei anderen Arten	300
Für die Prüfung einer solchen Sorte auf Unterscheidbarkeit, Homogenität und Beständigkeit werden die Ergebnisse aus der Prüfung für Zwecke des Sortenschutzes übernommen und hierfür Gebühren entsprechend der unter Buchstabe b) angegebenen Regelung = einmalig 100,-- DM erhoben.	

BUNDESSORTENAMT

Anlage 2 zum Schreiben
Z 4 vom 29. Januar 1979

Gebühren- und Kostenregelung
bei Abgabe und Übernahme von
Prüfungsergebnissen

Bei der Abgabe und Übernahme von Prüfungsergebnissen wird entsprechend der vom UPOV-Rat in seiner Tagung vom 10. - 12. Oktober 1973 beschlossenen Empfehlung (UPOV-Dokument C/VII/23 v. 12. Oktober 1973) verfahren.

1.) Abgabe von Prüfungsergebnissen des Bundessortenamtes
an die Stelle eines anderen Verbandsstaates

Entsprechend Artikel 9 der UPOV-Mustervereinbarung wird wie folgt verfahren:

Bei Übersendung bereits vorliegender Prüfungsergebnisse an die Stelle eines anderen Verbandsstaates werden einmalig Kosten in Höhe der Gebühren erhoben, die ein Züchter für eine solche Prüfung dem Bundessortenamt zu zahlen hat.

Wird eine Sorte vom Bundessortenamt auf Veranlassung der Stelle eines anderen Verbandsstaates geprüft (Auftragsprüfung), werden hierfür jährlich Kosten in Höhe der jährlichen Prüfungsgebühren erhoben, die ein Züchter für eine solche Prüfung dem Bundessortenamt zu zahlen hat.

2.) Übernahme von Prüfungsergebnissen der Stelle eines
anderen Verbandsstaates durch das Bundessortenamt

a) Übernahme vorliegender Prüfungsergebnisse

Wird eine Sorte aufgrund einer früheren Anmeldung in einem anderen Verbandsstaat bereits zum Zeitpunkt der Anforderung der Prüfungsergebnisse durch das Bundessortenamt geprüft, erhebt das Bundessortenamt vom Anmelder bei Übernahme der Prüfungsergebnisse eine einmalige Gebühr in Höhe von 400,- DM nach dem Kostengesetz und der Gebührenverordnung (siehe Anlage 1 - Aufstellung "Gebührensätze im Verfahren zur Erteilung des Sortenschutzes", Buchstabe c) -).

Die Höhe der Kosten, die der Stelle des anderen Verbandsstaates zu zahlen sind, wirkt sich somit nicht auf die Höhe der Gebühren aus, die der Anmelder dem Bundessortenamt zu zahlen hat.

CAJ/III/4
Annex VI/Annexe VI/Anlage VI
page 5/Seite 5

Beispiel:

Anmeldung einer Nelkensorte beim Bundessortenamt (BSA).
Hierfür werden 500,-- DM Anmeldegebühr erhoben.

Die Sorte wurde/wird noch aufgrund Anmeldung oder
Veranlassung eines anderen Verbandsstaates bereits
in den Niederlanden geprüft. Diese Prüfung dauert
2 Jahre.

Das BSA bittet den Raad voor het Kwekersrecht um
Übersendung der Prüfungsergebnisse dieser Sorte.
Der Raad fordert hierfür 2 x hfl. 300 = hfl. 600 Kosten
beim BSA an.

Bei Übernahme der Prüfungsergebnisse zahlt der
Anmelder dem BSA einmalige Gebühren in Höhe von
400,-- DM.

b) Auftragsprüfung

Wird eine Sorte auf Veranlassung des Bundessortenamtes
(BSA) in einem anderen Verbandsstaat geprüft (Auftrags-
prüfung), erhebt das BSA vom Anmelder Prüfungsgebühren
wie bei eigener Prüfung (siehe Anlage 1 - Aufstellung
" Gebührensätze im Verfahren zur Erteilung des Sorten-
schutzes ", Buchstabe a) -).

Die vom Anmelder zu zahlenden Gebühren ergeben sich
danach ausschließlich aus dem Kostengesetz und der
Gebührenverordnung und sind unabhängig von den Kosten,
die das BSA für die Auftragsprüfung an die Stelle des
anderen Verbandsstaates zu zahlen hat.

Beispiel:

Anmeldung einer Alstroemeriensorte beim Bundessortenamt
(BSA). Hierfür werden 500,-- DM Anmeldegebühr erhoben.

Wird die Sorte vom Raad voor het Kwekersrecht auf Bitte
des BSA geprüft und liegt eine Anmeldung der Sorte in
den Niederlanden nicht vor, handelt es sich um den Fall
einer Auftragsprüfung. Der Raad fordert für die Prüfung
der Sorte beim BSA hfl. 350 jährliche Prüfungskosten an.

Der Anmelder zahlt dem BSA jährliche Prüfungsgebühren in
Höhe von 400,-- DM.

[Annex VII follows/
l'annexe VII suit/
Anlage VII folgt]

ANNEX VII/ANNEXE VII/ANLAGE VII

PLANTENYHEDSNÆVNET

Teglværksvej 10 - Tystofte

DK-4230 Skælskør

Telefon (03) 59 61 41

January 29, 1979

PN/79 - 31

U P O V,

34, chemin des Colombettes,

1211 Genève 20

Re: Fees in relation to cooperation in examination

- Circular No U 464
-08.4 of January 5, 1979.

With reference to above mentioned letter we forward you following information:

(i) Summaries of the fees for Plant Breeders' Rights and variety listing are enclosed.

(ii) Examination carried out in another UPOV-country.

a) Buying an examination report from a test carried out on our request we pay the fee asked for by the examining state. The same amount will be required from the applicant (or the representative).

b) Taking over an examination report from a test carried out on behalf of another state we pay the fee which is asked for and will ask the applicant (or the representative) to reimburse this - just as stated under item a.

Examination carried out in Denmark.

c) For an examination carried out on behalf of another state we ask for the fee, valid at that time the examination report is submitted.

d) In case we receive a withdrawal for a variety already in test we ask for payment for that part of the test, which is carried out or has been started. If several states have asked for the same examination report normally the fee is only charged from that state on which request the test is carried out.

Yours sincerely

P.n.v.

Flemming Espenhain

PLANTENYHEDSNÆVNET

Teglværksvej 10 - Tystofte
DK-4230 Skælskør
Telefon (03) 59 61 41

Gebyrer og afgifter ved plantenyhedsbeskyttelse / Fees for grant of Plant Breeder's Rights

Landbrugsministeriet har pr. 1. april 1977 forhøjet gebyrer og afgifter ved plantenyhedsbeskyttelse i henhold til loven om beskyttelse af forædlerrettigheder for planter, hvorefter disse nu andrager følgende beløb:

Anmeldelsesgebyr / Application fee:

Alle arter / All species 1000,00 kr.

Afprøvningsgebyr / Testing fee:

Alle arter undtagen grønsagsarter og arter af pryddplanter, der afprøves
i væksthuse / All species except vegetable species and species of orna-
mentals to be tested in greenhouse pr. år/per year 1500,00 kr.
Grønsagsarter / Vegetable species pr. år/per year 450,00 - 750,00 kr.
Arter af pryddplanter, der afprøves i væksthuse / Species of ornamentals
to be tested in greenhouse pr. år/per year 2000,00 kr.

Årlig afgift i beskyttelsesperioden / Annual fee during the period of
protection:

Alle arter / All species 500,00 kr.

**Gebyrer ved afprøvning samt forbliven på sortsliste/
Fees charged for entry and continuance in the Danish variety list.**

Landbrugsarter inkl. plænegræsser/Agricultural species, amenity grasses included.

a, Anmeldelsesgebyr/Application fee:	1000,00 kr.
b) S.e.s.-afprøvning/D.u.s.-test:	1500,00 kr. pr. år/per year
c) Værdiafprøvning/Value test:	
Enårige arter/Annual species:	
1. år/1. year	2000,00 kr.
2. " /2. "	1000,00 kr.
3. " /3. "	1000,00 kr.
Flerårige arter/Perennial species:	
1. udlæg/1. lay out	1000,00 kr. pr. år/per year
2. " /2. " "	500,00 kr. " " / " "
3. " /3. " "	500,00 kr. " " / " "
d) Sortslistegebyr/Annual fee during the period on list:	
1. - 5. år/1. - 5. year	200,00 kr. pr. år/per year
6. - 10. " /6. - 10. "	300,00 kr. " " / " "
ved forlænget godkendelse/by prolongation	400,00 kr. " " / " "

If the variety also is applied for PBR only one d.u.s. - fee is charged.

Gebyrer ved afprøvning samt forbliven på sortsliste/
Fees charged for entry and continuance in the Danish variety list.

Grønsagsarter/Species of vegetables.

a) Anmeldelsesgebyr/Application fee:	750,00 kr.
b) S.e.s.-afprøvning/D.u.s.-test: Gruppe A/Group A	750,00 kr. pr. år/per year
" B/ " B	600,00 kr. " " / " "
" C/ " C	450,00 kr. " " / " "
c) Værdiafprøvning/Value-test ¹⁾ : Gruppe 1/Group 1	2000,00 kr. pr. år/per year
" 2/ " 2	1600,00 kr. " " / " "
" 3/ " 3	1200,00 kr. " " / " "
" 4/ " 4	800,00 kr. " " / " "
" 5/ " 5	400,00 kr. " " / " "
1): Værdiafprøvning udenfor ordinær turnus betales med dobbelt gebyr/Value testing outside the normal rotation is paid with double fee.	
d) Sortslistegebyr/Annual fee during the period on list:	
1. - 5. år/1. - 5. year	100,00 kr. pr. år/per year
6. - 10. " /6. - 10. "	200,00 kr. " " / " "
ved forlænget godkendelse/by prolongation	300,00 kr. " " / " "

[Annex VIII follows;
l'annexe VIII suit;
Anlage VIII folgt]

ANNEX VIII/ANNEXE VIII/ANLAGE VIII

BL/PY - 31/1/79

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

COMITÉ DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

11, rue Jean Nicot - 75007 PARIS - Tél. : 551-53-92

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Monsieur MAST
Secrétaire général adjoint de
l'U.P.O.V.
34, Chemin des Colombettes
1211 GENEVE (Suisse)

N/Réf. : **G00302**

V/Réf. :

Objet :

Paris, le - 5 FEV. 1979

Barème des taxes.

=====

Cher Monsieur,

Comme suite à votre demande, je vous prie de trouver ci-joint le barème des taxes en matière de protection et en matière de catalogue.

En matière de protection, il n'y a pas de taxe à la valeur ajoutée. Le barème est donc net.

Pour les variétés dont l'examen est fait à l'étranger dans le cadre d'accord de coopération technique, le système est le suivant :

- 1° - Perception d'une taxe administrative de 120 francs
- 2° - Si la variété n'a pas encore été examinée à l'étranger, remboursement par l'obteneur du droit d'examen réclamé par le pays qui l'a fait
- 3° - Si la variété a déjà été examinée à l'étranger, remboursement du droit d'examen payé au pays étranger pour acheter les résultats, mais dans ce cas la somme réclamée à l'obteneur constitue une avance à valoir sur les annuités.

Il y a lieu d'ajouter que le droit perçu pour l'examen D.H.S. pour le catalogue ou la protection est en principe revu annuellement. Le droit de deuxième année peut donc être plus élevé que celui de la première.

Je vous prie de croire, cher Monsieur, en mes meilleurs sentiments./.

[Signature]



MINISTERE DE L'AGRICULTURE

COMITE DE LA PROTECTION
DES OBTENTIONS VEGETALES

Secrétariat général :

11, Rue Jean Nicot

75007 PARIS

Tél. 551.53.92

~~AMENAGEMENT AU 1^{er} OCTOBRE DES~~ TAXES A PERCEVOIR
EN MATIERE DE PROTECTION DES OBTENTIONS VEGETALES
=====

TAXES A PERCEVOIR	ESPECES: CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C
I - TAXES PERCUES A L'OCCASION DE LA DELIVRANCE DU CERTIFICAT D'OBTEN- TION VEGETALE			
a) au moment de la demande	350	350	300
b) au moment de la délivrance	250	250	200
c) taxe complémentaire lorsque la dénomination ne figure pas dans la demande	250	250	250
d) taxe pour changement de dénomina- tion	200	200	200
e) taxe pour revendication de priorité	200	200	200
f) taxe pour rectification d'erreur ma- térielle	60	60	60
II - TAXES POUR INSTRUCTION DE LA DEMANDE			
a) en cas d'examen en culture : par année d'expérimentation	600 (1)	600 (1)	600 (1)
b) en cas d'examen simplifié	---	---	150
c) lorsqu'il n'est pas procédé à l'exa- men en culture en France : droit unique auquel s'ajoute éventuelle- ment le remboursement au service étranger qui a fait l'examen	120	120	120
III - TAXE ANNUELLE POUR LE MAINTIEN DE LA VALIDITE DES CERTIFICATS			
Première annuité	250	150	100
deuxième annuité	350	200	100
troisième annuité	450	250	200
quatrième annuité	600	300	200
cinquième annuité	750	400	300
sixième annuité à vingt ou vingt-cinquième annuité	900	600	300
Surtaxe en cas de paiement en retard	150	150	150

(1) Encours de modification pour être porté à 1480

		CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C
IV	- TAXES PERCUES A L'OCCASION DE TOUS ACTES D'INSCRIPTION OU DE RADIATION AU REGISTRE NATIONAL DES DEMANDES OU AU REGISTRE NATIONAL DES CERTI- FICATS D'OBTENTION VEGETALE			
a)	relèvement de déchéance des droits	400	400	400
b)	toute autre mention	250	250	250
c)	délivrance d'une copie d'inscription au Registre ou certificat négatif d'inscription	30	30	30
d)	délivrance d'une copie officielle de demande de certificat d'obtention vé- gétale	150	150	150
e)	délivrance de toute autre copie of- ficielle (par page)	50	50	50

NOTA : Sont classées dans la catégorie A les espèces faisant partie des plantes de grande culture à l'exception du lin et du riz, les plantes horticoles et potagères et parmi les plantes ornementales les variétés cultivées notamment pour la fleur coupée.

Sont classées dans la catégorie B les arbres fruitiers et forestiers, les arbustes à baies ou à petits fruits, la lavande et les lavandins, le lin, le riz et la vigne.

Sont classées dans la catégorie C les plantes et arbustes ornementaux cultivés uniquement pour le jardin ou comme plantes en pot. Les variétés qui sont également utilisées pour la fleur coupée acquittent les droits prévus pour la catégorie A. Dans le cas où une variété enregistrée dans la catégorie C s'avèrerait également utilisable pour la fleur coupée, un rappel de droit serait perçu.

Le droit d'examen réduit prévu pour les espèces placées dans la catégorie C s'applique dans le cas où le Comité de la protection des obtentions végétales décide de recourir à une procédure d'examen simplifié. Lorsque cette procédure n'est pas applicable, le droit normal des catégories A et B est perçu.

Examen des variétés par un Service étranger : En vue de réduire les frais d'examen et d'entretien de collections de référence le Comité peut décider de confier l'examen des variétés de certaines espèces aux Services d'un autre Etat membre de l'UPOV.

Dans ce cas, conformément à une recommandation adoptée par le Conseil de l'UPOV, si le demandeur n'a pas demandé la protection de sa variété dans cet Etat, il se verra réclamer le remboursement du droit applicable dans ledit Etat plus un droit administratif de 120 francs.

Si l'obteneur a demandé la protection dans ledit Etat et a déjà acquitté le droit d'examen il devra néanmoins verser les droits d'examen énumérés ci-dessus au Comité ; mais dans ce cas le droit d'examen étranger acquitté une seconde fois sera déduit des annuités à payer pour le maintien en vigueur du Certificat.

Par exemple, si le droit d'examen étranger pour une variété de la catégorie A est de 600 francs, l'obtenteur ayant déjà réglé 600 francs au Service d'examen étranger se verra réclamer à nouveau la même somme pour la France. Mais ce versement lui donnera droit à la gratuité du maintien en vigueur de son certificat pour les deux premières années (250 + 350 frs). Dans le cas où une telle procédure serait envisagée, l'obtenteur sera informé au préalable et avant toute décision susceptible de l'engager.

CAJ/III/4
Annex VIII/Annexe VIII/Anlage VIII
page 5/Seite 5

340

CORITE TECHNIQUE PERMANENT DE LA SELECTION
GEVES/INRA -LA MINIERE-
78280 GUYANCOURT
Téléphone 043 81 13

B A R E M E D E S D R O I T S
APPLICABLES AUX DEMANDES D'INSCRIPTION AU CATALOGUE OFFICIEL DES ESPECES ET VARIETES

Période du 1er Juillet 1978 au 30 Juin 1979

(Montant hors taxe - T.V.A. applicable au taux de 17,6%)

ESPECES	DROIT ADMINISTRATIF (droit unique) (a)	DROIT POUR L'EPREUVE D'IDENTITE		DROIT POUR L'EPREUVE CULTURALE		OBSERVATIONS
		Par année	Nombre d'années de perception (b)	Par année	Nombre d'années de perception (b)	
BETTERAVES	1 090 F	1 470 F	2	2 560 F	2	La facturation des droits s'effectue sur la base du tarif en vigueur au moment de l'expérimentation. Dans le cas des variétés hybrides, le droit pour l'épreuve d'identité est également perçu pour chaque constituant, lignée ou hybride utilisé comme parent de la variété. Lorsqu'un constituant aura déjà été étudié, les épreuves seront limitées à un contrôle de l'identité variétale et donneront lieu à la perception d'un droit annuel réduit d'un montant de : PLANTES FOURRAGERES pérennes 309,04 F PLANTES POTAGERES 206,03 F AUTRES ESPECES 123,63 F Lorsque le nombre de demandes d'un même obtenteur s'avèrera trop élevé pour une espèce donnée, la section compétente du C.T.P.S. pourra décider, si la bonne réalisation de l'expérimentation en dépend, de percevoir deux ou trois fois le montant du droit pour l'épreuve culturale par variété au delà de la 2ème. Dans ce cas, l'obteneur aura la possibilité de retirer sa demande sans qu'il lui soit facturé de droit administratif. (a) Droit facturé pour tout dépôt de demande d'inscription (variété expérimentée ou non). (b) En cas d'ajournement de la décision relative à une variété, la section compétente du C.T.P.S. décide s'il y a lieu de percevoir des droits complémentaires. (1) Pour une durée normale de l'expérimentation (2) Ce droit n'est perçu que si l'obteneur demande l'inscription en Classe I, et seulement à partir de la 2ème année d'étude pour les fruits à baies. (3) Droit perçu au moment du classement de la variété.
CEREALES	1 090 F	1 470 F	2	Par zone : 2 560 F	2	
MAÏS et SORGHO GRAIN				Pour une expérimentation particulière : suivant devis		
a) Maïs-grain	1 090 F	1 470 F	2	Par groupe : } 7 090 F } 3 790 F	1ère année 2ème année	
b) Sorgho-grain	1 090 F	1 470 F	2	2 560 F	2	
PLANTES A FIBRE	1 090 F	1 470 F	2	2 560 F	2	
PLANTES FOURRAGERES						
a) Chou fourrager - Pois fourrager et légumineux } Fèverole - Sorgho fourrager - Vesce	1 090 F	1 470 F	2	2 560 F	2	
b) Graminées à gazon - Trèfle blanc	1 090 F	1 470 F	3	2 560 F	3	
c) Ray grass d'Italie alternatif	1 090 F	1 470 F	2	4 820 F	2	
d) Autres espèces	1 090 F	1 470 F	3	4 820 F	3	
PLANTES OLEAGINEUSES	1 090 F	1 470 F	2	2 560 F	2	
POMME DE TERRE	1 090 F	1 470 F	2	2 560 F	2	
PLANTES POTAGERES						
a) Aubergine - Carotte - Chicorée } Persil - Poirée - Mâche	610 F		2	Pas d'épreuve culturale		
b) Autres espèces) tarif normal	1 090 F	1 470 F	2	Pas d'épreuve culturale		
ARBRES FRUITIERS et FRAISIERS						
a) Fraisiers	610 F	1 470 F	2 (1)	1 300 F (2)	2	
b) Fruits à baies : Framboisier	610 F	1 470 F	2 (1)	1 300 F (2)	1	
Cassis - Groseillier	610 F	1 470 F	2 (1)	1 300 F (2)	2	
c) Autres espèces fruitières et Porte-greffes	610 F	1 470 F	2	1 300 F (3)	1	
ARBRES FORESTIERS Peuplier	1 090 F	1 470 F	2	1 300 F	2	
VIGNE	610 F	1 470 F	2	1 300 F	1	

CAJ/III/4
Annex VIII/Annexe VIII/Anlage VIII
page 6/Seite 6

B A R E M E D E S D R O I T S

APPLICABLES AUX VARIETES INSCRITES OU REINSCRITES AU CATALOGUE OFFICIEL DES ESPECES ET VARIETES

à compter du 1^{er} juillet 1978

(montant hors taxe - T.V.A. applicable au taux de 17,6 %)

	Variété bénéficiant d'un titre de Protection	Variété ne bénéficiant pas d'un titre de Protection
1ère ANNEE D'INSCRIPTION	110,00 F	220,00 F
2ème ANNEE D'INSCRIPTION	220,00 F	440,00 F
3ème ANNEE D'INSCRIPTION	330,00 F	660,00 F
4ème ANNEE D'INSCRIPTION	440,00 F	880,00 F
5ème ANNEE D'INSCRIPTION et AU-DELA, Y COMPRIS LES ANNEES DE REINSCRIPTION	540,00 F	1 080,00 F

Les droits perçus au cours du cycle normal d'expérimentation pour l'épreuve d'identité de la variété, à l'exclusion de ses constituants parentaux, sont inscrits en totalité en crédit à valoir pour le paiement des premières annuités.

Pour les variétés réinscrites, dont la première inscription est antérieure au 1^{er} JUILLET 1977, le montant de ce crédit est fixé à :

PLANTES FOURRAGERES Pérennes	4 050,00 F
AUTRES ESPECES	2 700,00 F

[Annex IX follows;
l'annexe IX suit;
Anlage IX folgt]

RAAD VOOR HET KWEKERSRECHT

Adres : Nuclestraat 11

 : Postbus 104
6700 AC Wageningen

 : 03370 - 19031

Postgiro: 198113

Dr. H. Mast,
International Union for the
Protection of New Varieties of Plants,
32, Chemin des Colombettes,

1211 Genève 20.

-Zwitserland-

uw kenmerk en brief van:

ons kenmerk:
vdM/vN 1223

datum:
79-01-04

onderwerp:

In compliance with the request at the meeting of the Administrative and Legal Committee of 15-17 November 1978 I am sending you the details of the Dutch practices for charging and collection of fees for tests under agreements with other member-States of UPOV.

In the case the testing is conducted in the Netherlands the practice is as follows.

1. Application only in the Netherlands:

The Dutch application fee and annual test fees - generally only for two periods - are to be paid by the applicant.

2. Application only in another member-State:

- a. The applicant has to pay the application fee and test fees according to the regulation in force in that member-State.
- b. On sending in the report to the other member-State a fee is charged at the rate of - generally - two years in tests X the appropriate Dutch test fees.

3. Application in the Netherlands and in another member-State:

- a. The Dutch application fee is charged.
- b. The annual testing fees are charged when the Dutch application is the prior application, if not, testing fees are not due in the Netherlands but in the other member-State.
- c. On sending in the report a fee is charged as at 2.b.

The height of the testing fees depends on the tariff in force at the time the report is forwarded to the other member-State.

When more member-States should ask for the report each one is charged at the same rate.

A survey of the fees currently in force in the Netherlands is included.

Yours sincerely,
THE SECRETARY,

(mr. A.W.A.M. van der Meer).

RAAD VOOR HET KWEKERSRECHT

Fees charged in the Netherlands.

1. Application fee: D.fl. 200,--
2. Testing fee : 1st period D.fl. 350,--
2nd period D.fl. 250,--
3. D.fl. 25,-- is due for:
 - a. an addition to the description
 - b. treatment of request for compulsory licence
 - c. treatment of request for annulment or claim of a plant breeders' right
 - d. entry of deed of transfer or deed of succession regarding one variety; for each subsequent variety a fee of D.fl. 10,-- is due up to a maximum of D.fl. 100,--.
4. D.fl. 10,-- is due for entry into the register of:
 - a. a licence according to art. 46.(3)
 - b. report of seizure
 - c. title of termination of seizure
 - d. title of awarded sale of seized plant breeders' right
 - e. all other documents on request of interested party.
5. D.fl. 125,-- is due for the treatment of an appeal of which D.fl. 100,-- is reimbursed when request is withdrawn before the Board has decided or when the appeal has been found well-grounded.
6. D.fl. 2,50 is due for each page of a transcript or abstract from register; in case of subscription to copies of descriptions of all varieties belonging to one or more species a fee of D.fl. 1,-- is due for each page.
7. The annual fees, due after the grant of the right, are:

1st period	D.fl. 200,--
2nd period	- 300,--
3rd period	- 400,--
4th period	- 500,--
5th and subsequent periods	- 600,--

[Annex X follows;
l'annexe X suit;
Anlage X folgt]

ANNEX X/ANNEXE X/ANLAGE X

STATENS VÄXTSORTNÄMND

Datum

January 30, 1979

Dnr 17

Your ref. Circular No. U 464
-08.4

Dr H Mast
Vice Secretary General
UPOV
34, chemin des Colombettes
1211 GENEVE 20 Schweiz

Dear Dr Mast,

Information on Fees in relation to cooperation in
examination and in particular as affected by the
UPOV Recommendation on Fees given October, 1973

Before April 1976 the following kinds of administrative
fees were applied and charged by the Swedish Plant Variety
Board:

Application fee
Annual renewal fee

The scheme also comprised fees for appeals, late payment
etc., of less significance here and not dealt with further

In order to comply with the UPOV Recommendation, an amend-
ment of the national regulation was proposed to the
government and became effective April, 1976. The amendment
provided for the recommended principle that the applicant
should be charged for one examination in a Member State
only whereas the authorities utilizing the report from
that examination can charge him an administrative fee
only and have to pay the full fee to the authority supply-
ing the report.

With reference to the species, for which Sweden has to
rely on examination facilities in other Member States -
- mostly ornamental and fruit species - it was foreseen
that the major part of these varieties originate from
abroad and thus already examined or in the process of
being examined. Considering applications in Sweden within
the period of priority from application date elsewhere
within UPOV, the principle has been applied to request a
report from the authority offering examination or where
the first application was filed. In these cases the
Swedish Board has charged the applicant a higher appli-
cation fee to cover its additional administrative
procedures. Adhering to the UPOV Recommendation the Board
has paid from its budget the fee charged by the authori-
ties providing examination reports, which - according to
the Recommendation - is the examination fee. Exemplified

the real amounts involved for an application in respect of a foreign rose variety are given:

- | | |
|--|-------------|
| A. The applicant is charged the higher application fee | 1 500 Sw Kr |
| (the normal application fee is 850 Sw Kronor) | |
| B. The Board is charged for examination report | |
| from F (FFr 600) approx | 620 " |
| or from D (DM 1 100) | 2 600 " |
| or from NL (D.fl. 600) | 1 315 " |

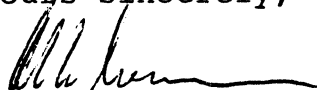
The relevant figures to compare are 650 (1 500-850) Sw Kr recovered from the applicant and 620 or 2 600 resp 1 315 Sw Kr paid from the Board's budget to the testing authority.

In other cases, when the Board is causing a test to be conducted on its behalf - first application filed in Sweden or application beyond the period of priority from applications in other countries - the applicant is charged the normal application fee 850 Sw Kronor and all costs for the examination are charged and recovered from the applicant.

Finally is given the present fee schemes applied in Sweden for the purpose of grant of protection.

I	<u>Administrative fees</u>	Sw Kronor
	Application fee, examination ordered	850
	Application fee, examination report acquired	1 500
	Appeal fee	600
	Annual renewal fee	1 200
	Change in person of holder etc	75
II	<u>DUS examination, per sample and vegetation period</u>	
	A. Agricultural crops	
	1. Cereal and pulse species, excl rye	1 750
	2. Herbage species	1 750
	3. Other species	1 150
	B. Vegetable crops.	
	1. Field cultivated species	1 150
	2. Green house cultivated cucumber, melon, sweet pepper and tomato	1 750
	3. Green house cultivated other species	1 150

Yours sincerely,



Olle Svensson

[Annex XI follows;
l'annexe XI suit;
Anlage XI folgt]

**The Plant Variety Rights Office**

White House Lane Huntingdon Road Cambridge CB3 0LF

Telex 817422

Telephone Cambridge (0223) 77151 ext 357

vb/5

Dr Heribert Mast
International Union for the Protection
of New Varieties of Plants
34 Chemin des Colombettes
1211 Geneva 20
SWITZERLAND

Your reference

Our reference

Date 18 December 1978

Dear Dr Mast

At the meeting of the Administrative and Legal Committee on 15-17 November member States were asked to send you details of their current practices for the charging and collection of fees for tests conducted under agreements with other member States. The details of the arrangements which apply in the United Kingdom and the fees currently charged are given below.

The United Kingdom has an agreement with the Netherlands under which the testing of certain species of grasses is conducted on our behalf in the Netherlands. The following arrangements apply therefore when an application is made in the United Kingdom in respect of a grass variety of a species which is tested in the Netherlands:-

1. Application received only in UK

- a) Application fee is paid in UK;
- b) Annual test fees are paid in UK;
- c) UK pays Netherlands on receipt of test report at rate of number of years in tests x appropriate Netherlands annual test fee;

2. Applications received in UK and Netherlands

- a) Application fee as appropriate is paid in both countries;
- b) Annual test fees are paid in UK or Netherlands (according to which was first country of application - applicant pays in only one country;
- c) UK pays Netherlands on receipt of report as at 1 c).

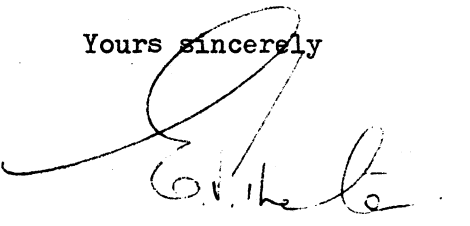
Similar arrangements apply between the UK and other member States with which we have arrangements for co-operation in testing. The test fees which are paid relate to the fee currently in force in the testing member State so that varieties under test in, for example, 1976/77/78 will be charged 3 x the rate applying in 1978. If a report is supplied to more than one member State each is charged at the same rate.

The fees currently in force in the United Kingdom for the main agricultural and decorative species are as follows:-

	<u>Winter Oats</u> <u>Barley</u> <u>Maize</u>	<u>Herbage</u> <u>and</u> <u>Legumes</u>	<u>Potatoes</u>	<u>Vegetables</u>	<u>Decorative</u> <u>and</u> <u>Fruit</u>
	£	£	£	£	£
Application	100	75	100	75	30
Tests:					
Year 1	225	130	200	100	20 to
Subsequent					100 accord-
Years	175	130	200	100	ing to
					species

A copy of the United Kingdom regulations (The Plant Breeders' Rights (Fees) Regulations 1978 - SI 1978 No 295) is enclosed which contains details of all the fees charged in connection with plant breeders' rights matters in the United Kingdom.

Yours sincerely



Miss E V Thornton

cc Dr Boringer
Mr Laclaviere
Mr Slov)
Mr Espenhain)
Mr d'Hoogh
Mr van der Meeren
Mr Fikkert
Mr Mejegard

[Annex XII follows;
l'annexe XII suit;
Anlage XII folgt]

ANNEX XII/ANNEXE XII/ANLAGE XII

LTD 3002

Telegrafiese Adres:
Telegraphic Address:
"Sativa PRETORIA"
Tel. 29761



Vervys asb. in u antwoord na;
In reply please quote;

No. 11/1/13/2/5

REPUBLIEK VAN SUID-AFRIKA—REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

DEPARTEMENT VAN LANDBOU-TEGNIËSE DIENSTE
DEPARTMENT OF AGRICULTURAL TECHNICAL SERVICES

LANDBOUGEBOU
HAMILTONSTRAAT
PRIVAATSAK X179
PRETORIA
0001

AFDELING PLANT- EN SAADBEHEER
DIVISION OF PLANT AND SEED CONTROL

AGRICULTURE BUILDING
HAMILTON STREET
PRIVATE BAG X179
PRETORIA
0001

1979-02-15

AIR MAIL.

The Vice Secretary-General
UFOV
34 Chemin des Colombettes
1211 GENEVA 20
SWITZERLAND.

Dear Dr. Mast,

FEES IN RELATION TO CO-OPERATION IN EXAMINATION : MY LETTER
11/1/13/2/5 DATED 1979-01-29 WITH ATTACHED SCHEDULE.

I regret to inform you that the examination fees for plant breeders' rights in respect of the following species have unfortunately been omitted from the table annexed to my letter of 29th January, 1979:-

<u>Brassica oleracea</u> var. <u>botrytis</u> (cauliflower)	: R100-00
<u>Brassica rapa</u>	: R100-00
<u>Hibiscus cannabinus</u>	: R100-00
<u>Humulus lupulus</u>	: R150-00
<u>Trifolium subterraneum</u>	: R150-00

The above information has now been included in a correct Schedule of Variety Examination Fees, a copy of which is enclosed herewith.

I wish to apologise for any inconvenience which the said omission may have caused.

Yours sincerely,

DIRECTOR : DIVISION OF PLANT AND SEED CONTROL.

CAJ/III/4
Annex XII/Annexe XII/Anlage XII
page 2/Seite 2

VARIETY EXAMINATION FEES (PER VARIETY)

Genus / Species	For Plant Breeders' Rights (Rand)	For National Variety List (Rand)
Actinidia chinensis	150-00	-
Allium cepa	100-00	48-00
Allium porrum	-	24-00
Aloe spp.	150-00	-
Amygdalus spp.	150-00	-
Ananas comosa	150-00	-
Arachis spp.	100-00	-
Aulax/Leucadendron		
Leucospermum/Mimetes/		
Orothamnus/Paranomus/Protea/Serruria	150-00	-
Avena spp.	150-00	-
Beta vulgaris var. hortensis	100-00	36-00
Beta vulgaris var. macrorhiza	-	24-00
Brassica napus	-	24-00
Brassica oleracea var. acephala	-	24-00
Brassica oleracea var. botrytis (broccoli)	-	24-00
Brassica oleracea var. botrytis (cauli-flower)	100-00	36-00
Brassica oleracea var. capitata	100-00	48-00
Brassica oleracea var. caulorapa	-	48-00
Brassica oleracea gemmifera	-	24-00
Brassica oleracea var. napobrassica	-	24-00
Brassica pekinensis	-	36-00
Brassica rapa	100-00	24-00
Bromus inermis	-	50-00
Bromus willdenowii	-	50-00
Capsicum spp.	100-00	24-00
Carica papaya	150-00	-
Carya illinoensis	200-00	-
Cenchrus ciliaris	100-00	50-00
Chloris gayana	50-00	-
Chrysanthemum spp.	150-00	-
Cichorium endivia	-	24-00

Genus/Species	For Plant Breeders' Rights (Rand)	For National Variety List (Rand)
<i>Citrullus lanatus</i>	100-00	48-00
<i>Citrus</i> spp.	250-00	-
<i>Coffea arabica</i>	150-00	-
<i>Cucumis</i> spp.	100-00	48-00
<i>Cucurbita</i> spp.	100-00	48-00
<i>Cydonia</i> spp.	150-00	-
<i>Dactylis glomerata</i>	100-00	50-00
<i>Daucus carota</i>	100-00	36-00
<i>Dianthus caryophyllus</i>	150-00	-
<i>Digitaria smutssii</i>	-	50-00
<i>Eragrostis curvula</i>	100-00	50-00
<i>Eragrostis tef</i>	-	50-00
<i>Euphorbia pulcherrima</i>	150-00	-
<i>Festuca arundinacea</i>	-	50-00
<i>Festuca pratensis</i>	-	50-00
<i>Fragaria ananassa</i>	100-00	-
<i>Freesia</i> spp.	150-00	-
<i>Gladiolus</i> spp.	150-00	-
<i>Glycine max</i>	100-00	-
<i>Gossypium hirsutum</i>	150-00	60-00
<i>Helianthus annuus</i>	100-00	-
<i>Hibiscus cannabinus</i>	100-00	48-00
<i>Hordeum</i> spp.	150-00	-
<i>Humulus lupulus</i>	150-00	-
<i>Lactuca sativa</i>	100-00	36-00
<i>Litchi chinensis</i>	200-00	-
<i>Lolium</i> spp.	150-00	50-00
<i>Lupinus</i> spp.	100-00	50-00
<i>Lucopersicum lycopersicon</i>	150-00	60-00
<i>Macadamia</i> spp.	150-00	-
<i>Malus</i> spp.	200-00	-
<i>Mangifera indica</i>	200-00	-
<i>Medicago sativa</i>	150-00	60-00
<i>Musa cavendishii</i>	150-00	-
<i>Narcissus</i> spp.	150-00	-

Genus/species	For Plant Breeders' Rights (Rand)	For National Variety List (Rand)
<i>Ornithogalum</i> spp.	150-00	-
<i>Ornithopus sativus</i>	-	36-00
<i>Oryza sativa</i>	100-00	-
<i>Paspalum dilatatum</i>	-	50-00
<i>Paspalum urvillei</i>	-	50-00
<i>Passiflora edulis</i>	150-00	-
<i>Pastinaca sativa</i>	-	24-00
<i>Pelargonium</i> spp.	150-00	-
<i>Pennisetum</i> spp.	100-00	-
<i>Persea americana</i>	150-00	-
<i>Petroselinum crispum</i>	-	24-00
<i>Phalaris tuberosa</i>	-	50-00
<i>Phaseolus acutifolius</i> var. <i>latifolius</i>	-	48-00
<i>Phaseolus coccineus</i>	100-00	48-00
<i>Phaseolus vulgaris</i>	100-00	48-00
<i>Pisum</i> spp.	100-00	48-00
<i>Poa pratensis</i>	-	50-00
<i>Prunus armeniaca</i>	150-00	-
<i>Prunus avium</i>	150-00	-
<i>Prunus cerasus</i>	150-00	-
<i>Prunus domestica</i>	200-00	-
<i>Prunus persica</i>	200-00	-
<i>Prunus salicina</i>	200-00	-
<i>Psidium guajava</i>	150-00	-
<i>Pyrus communis</i>	200-00	-
<i>Raphanus sativa</i>	-	24-00
<i>Rosa hort.</i>	150-00	-
<i>Ricinus communis</i>	100-00	72-00
<i>Setaria sphacelata</i>	-	50-00
<i>Solanum melongena</i> var. <i>esculentum</i>	100-00	24-00
<i>Solanum tuberosum</i>	150-00	-
<i>Sorghum</i> spp. (grain)	150-00	72-00
<i>Sorghum</i> spp. (herbage)	150-00	50-00
<i>Thea sinensis</i>	150-00	-
<i>Trifolium fragiferum</i>	-	36-00
<i>Trifolium hybridum</i>	150-00	-
<i>Trifolium incarnatum</i>	-	36-00
<i>Trifolium pratense</i>	150-00	36-00
<i>Trifolium repens</i>	150-00	36-00

CAJ/III/4
Annex XII/Annexe XII/Anlage XII
page 5/Seite 5

Genus /Species	For Plant Breeders' Rights (Rand)	For National Variety List (Rand)
Trifolium resupinatum	150-00	-
Trifolium subterraneum	150-00	36-00
Triticum spp. (wheat)	200-00	-
Triticum turgidosecale (triticale)	150-00	-
Vicia faba	-	24-00
Vigna unguiculata	150-00	48-00
Vitis spp.	200-00	-
Zea mays (grain)	100-00	72-00
Zea mays var. saccharia (sweetcorn)	100-00	48-00

[End of Annex XII and of document;
Fin de l'annexe XII et du document;
Ende der Anlage XII und des Dokuments]